

Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Huntingdon

Code géographique : 69055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Johanne Hébert, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Huntingdon pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-09-17 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la ville de Huntingdon et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville de Huntingdon et de l'organisme qui est sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la ville de Huntingdon inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2014-09-17

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013			Total consolidé ¹
	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés					
Revenus								
Fonctionnement								
1 Taxes	2 774 255	2 635 840	2 657 053				2 657 053	
2 Compensations tenant lieu de taxes	267 025	267 560	266 365				266 365	
3 Quotes-parts						66 408		
4 Transferts	489 399	525 220	620 573				673 453	
5 Services rendus	865 429	794 290	950 843				1 042 039	
6 Imposition de droits	66 610	43 600	70 503				70 503	
7 Amendes et pénalités	3 563	3 000	5 058				5 058	
8 Intérêts	40 062	28 000	21 288			3 117	24 405	
9 Autres revenus	18 724		35 222			10 240	45 462	
10	4 525 067	4 297 510	4 626 905			223 841	4 784 338	
Investissement								
11 Taxes			97				97	
12 Quotes-parts								
13 Transferts	186 939		107 760				109 845	
Autres revenus						2 085		
14 Contributions des promoteurs								
15 Autres	43 927							
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales								
17	230 866	4 297 510	107 857			2 085	109 942	
18	4 755 933	4 297 510	4 734 762			225 926	4 894 280	
Charges								
19 Administration générale	849 758	761 498	971 127		23 351		994 478	
20 Sécurité publique	333 293	377 598	362 242		48 023		410 265	
21 Transport	548 464	575 929	562 971		94 077	225 595	816 235	
22 Hygiène du milieu	1 046 687	1 063 580	919 272		428 305		1 347 577	
23 Santé et bien-être	14 761	41 000	13 283				13 283	
24 Aménagement, urbanisme et développement	659 941	650 183	796 946		1 650		798 596	
25 Loisirs et culture	162 613	196 337	173 707		34 755		208 462	
26 Réseau d'électricité								
27 Frais de financement	269 708	322 761	338 652			3 287	341 939	
28 Amortissement des immobilisations	604 627		630 161 (		630 161)		
29	4 489 852	3 988 886	4 768 361			228 882	4 930 835	
30	266 081	308 624	(33 599)			(2 956)	(36 555)	
Excédent (déficit) de l'exercice								

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés
Excédent (déficit) de l'exercice	1	266 081	308 624	(33 599)	(2 956)	(36 555)
Moins: revenus d'investissement	2	(230 866)	()	(107 857)	(2 085)	(109 942)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	35 215	308 624	(141 456)	(5 041)	(146 497)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	604 627		630 161	(3 485)	626 676
Produit de cession	5	525		9 750		9 750
(Gain) perte sur cession	6	1 139		(4 034)		(4 034)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	606 291		635 877	(3 485)	632 392
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			20 906		20 906
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			20 906		20 906
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(248 774)	(257 624)	(227 449)	()	(227 449)
	18	(248 774)	(257 624)	(227 449)		(227 449)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(627 552)	(51 000)	(184 024)	()	(184 024)
Excédent (déficit) accumulé	20					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	264		236	1 184	1 420
Excédent de fonctionnement affecté	22	(101 953)		(3 040)		(3 040)
Réserves financières et fonds réservés	23	(308)		(324)		(324)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	24					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	25	(729 549)	(51 000)	(187 152)	1 184	(185 968)
	26	(372 032)	(308 624)	242 182	(2 301)	239 881
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(336 817)		100 726	(7 342)	93 384

∞ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Déposé le "2014-09-30"

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Revenus d'investissement	1	230 866		107 857		2 085	109 942	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Acquisition								
Administration générale	2 (5 587)	(1 000)	(4 472)	(4 472)
Sécurité publique	3 (334 622)	(35 000)	(12 185)	(12 185)
Transport	4 (292 136)	((69 968)	(2 468)
Hygiène du milieu	5 (126 233)	(65 000)	(137 763)	(137 763)
Santé et bien-être	6 ((((
Aménagement, urbanisme et développement	7 (11 135)	((20 910)	(20 910)
Loisirs et culture	8 (74 082)	(50 000)	(72 716)	(72 716)
Réseau d'électricité	9 ((((
	10 (843 795)	(151 000)	(318 014)	(2 468)
Propriétés destinées à la revente								
Acquisition	11 (135 204)	((15 438)	(15 438)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Émission ou acquisition	12 ((((
Financement								
Financement à long terme des activités d'investissement	13	37 270		100 000		537 636	537 636	
Affectations								
Activités de fonctionnement	14	627 552		51 000		184 024	184 024	
Excédent accumulé								
Excédent de fonctionnement non affecté	15					(2 749)	(2 749)	
Excédent de fonctionnement affecté	16					383	383	
Réserves financières et fonds réservés	17							
	18	627 552		51 000		181 275	181 658	
	19	(314 177)				385 459	383 374	
	20	(83 311)				(2 085)	493 316	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales								

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	266 081	308 624	(33 599)	(2 956)	(36 555)	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(843 795)	151 000)	318 014)	2 468)	(320 482)	
Produit de cession	3	525		9 750		9 750	
Amortissement	4	604 627		630 161	(3 485)	626 676	
(Gain) perte sur cession	5	1 139		(4 034)		(4 034)	
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	(237 504)	(151 000)	317 863	(5 953)	311 910	
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(135 204)		5 468		5 468	
Variation des stocks de fournitures	9	8 411		8 000		8 000	
Variation des autres actifs non financiers	10	7 050		6 003	24	6 027	
	11	(119 743)		19 471	24	19 495	
	12	(91 166)	157 624	303 735	(8 885)	294 850	
Gains (pertes) de réévaluation nets	13						
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(91 166)	157 624	303 735	(8 885)	294 850	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(6 905 488)		(6 996 654)	(21 130)	(7 017 784)	
Redressement aux exercices antérieurs	16						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(6 905 488)		(6 996 654)	(21 130)	(7 017 784)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(6 996 654)		(6 692 919)	(30 015)	(6 722 934)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2012		2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
ACTIFS FINANCIERS					
1 Encaisse		361 825			361 825
2 Placements temporaires					
3 Débiteurs (note 5)	3 819 126	3 201 085	85 742		3 210 996
4 Prêts (note 6)					
5 Placements à long terme (note 7)					
6 Participations dans des entreprises municipales					
7 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
8 Autres actifs financiers (note 9)					
9	3 819 126	3 562 910	85 742		3 572 821
PASSIFS					
10 Découvert bancaire	77 825		5 216		5 216
11 Emprunts temporaires (note 10)	5 186 773	4 550 873	81 355		4 632 228
12 Crédeurs et charges à payer (note 11)	1 381 730	1 056 821	21 990		1 002 980
13 Revenus reportés (note 12)	86 850	309 556	7 196		316 752
14 Dette à long terme (note 13)	4 082 602	4 338 579			4 338 579
15 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
16	10 815 780	10 255 829	115 757		10 295 755
17	(6 996 654)	(6 692 919)	(30 015)		(6 722 934)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
18 Immobilisations (note 15)	16 518 742	16 200 879	37 670		16 238 549
19 Propriétés destinées à la revente (note 16)	4 401 607	4 396 139			4 396 139
20 Stocks de fournitures	27 856	19 856			19 856
21 Autres actifs non financiers (note 17)	43 193	37 190	85		37 275
22	20 991 398	20 654 064	37 755		20 691 819
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
23 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	(948 274)	(844 799)			(844 799)
24 Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13 880	16 684	(29 930)		(13 246)
25 Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(324)	()	()		()
26 Financement des investissements en cours	(2 175 515)	(1 682 199)			(1 682 199)
27 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17 104 977	16 471 459	37 670		16 509 129
28 Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
29	13 994 744	13 961 145	7 740		13 968 885

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Déposé le "2014-09-30"

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	266 081	(33 599)	(2 956)	(36 555)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	604 627	630 161	(3 485)	626 676
Autres					
- (Gain) perte / cession d'immob	3	1 139	(4 034)		(4 034)
-	4				
	5	871 847	592 528	(6 441)	586 087
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	1 720 218	618 041	14 227	632 268
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(670 527)	(324 909)	(1 008)	(325 917)
Revenus reportés	9	(24 052)	222 706	7 196	229 902
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11	(135 204)	5 468		5 468
Stocks de fournitures	12	8 411	8 000		8 000
Autres actifs non financiers	13	7 050	6 003	24	6 027
	14	1 777 743	1 127 837	13 998	1 141 835
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	843 795 ) (	318 014 ) (	2 468 ) (	320 482)
Produit de cession	16	525	9 750		9 750
	17	(843 270)	(308 264)	(2 468)	(310 732)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	37 270	537 636		537 636
Remboursement de la dette à long terme	24 (	294 752 ) (	275 689 ) (	) (	275 689)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(768 795)	(635 900)	(16 613)	(652 513)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	7 732	(5 970)		(5 970)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(1 018 545)	(379 923)	(16 613)	(396 536)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(84 072)	439 650	(5 083)	434 567
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	6 247	(77 825)	(133)	(77 958)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	(77 825)	361 825	(5 216)	356 609

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	<u>Réalisations 2012</u> Administration municipale	<u>Budget 2013</u> Administration municipale	<u>Réalisations 2013</u> Organismes contrôlés	<u>Total</u> consolidé ¹
Rémunération	1 978 101	1 032 480	993 067	993 772
Charges sociales	208 507	248 955	211 655	211 678
Biens et services	1 996 444	2 032 421	2 123 472	2 351 824
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	170 367	279 541	141 395	141 395
D'autres organismes municipaux				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	13 814	13 220	11 621	11 621
D'autres tiers				
Autres frais de financement	85 527	30 000	185 636	188 923
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	288 666	228 866	264 818	198 410
Autres		11 250		
Autres organismes	39 378	80 153	27 970	27 970
Amortissement des immobilisations	604 627		630 161	626 676
Autres				
- Créances irrécouvrables	26 560		3 743	3 743
- Autres	77 861	32 000	174 823	174 823
-				
	4 489 852	3 988 886	4 768 361	4 930 835

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	2 635 840	2 657 150	2 774 255
Compensations tenant lieu de taxes	2	267 560	266 365	267 025
Quotes-parts	3			
Transferts	4	595 603	783 298	714 727
Services rendus	5	892 359	1 042 039	933 855
Imposition de droits	6	43 600	70 503	66 610
Amendes et pénalités	7	3 000	5 058	3 563
Intérêts	8	29 804	24 405	42 137
Autres revenus	9	1 625	45 462	63 230
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	4 469 391	4 894 280	4 865 402
Charges				
Administration générale	12	761 498	994 478	878 815
Sécurité publique	13	377 598	410 265	368 860
Transport	14	723 353	816 235	780 095
Hygiène du milieu	15	1 063 580	1 347 577	1 464 974
Santé et bien-être	16	41 000	13 283	14 761
Aménagement, urbanisme et développement	17	650 183	798 596	661 116
Loisirs et culture	18	196 337	208 462	194 021
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	323 616	341 939	272 044
	21	4 137 165	4 930 835	4 634 686
Excédent (déficit) de l'exercice	22	332 226	(36 555)	230 716
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		14 005 440	13 774 724
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		14 005 440	13 774 724
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		13 968 885	14 005 440

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	332 226	(36 555)	230 716
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	168 099 ) (	320 482 ) (	848 022)
Produit de cession	3		9 750	525
Amortissement	4		626 676	613 145
(Gain) perte sur cession	5		(4 034)	1 139
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(168 099)	311 910	(233 213)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		5 468	(135 204)
Variation des stocks de fournitures	9		8 000	8 450
Variation des autres actifs non financiers	10		6 027	7 091
	11		19 495	(119 663)
	12	164 127	294 850	(122 160)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	164 127	294 850	(122 160)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(7 017 784)	(6 895 624)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(7 017 784)	(6 895 624)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(6 722 934)	(7 017 784)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 361 825	
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	3 3 210 996	3 876 161
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 3 572 821	3 876 161
PASSIFS		
Découvert bancaire	10 5 216	77 958
Emprunts temporaires (note 10)	11 4 632 228	5 284 741
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 1 002 980	1 361 794
Revenus reportés (note 12)	13 316 752	86 850
Dette à long terme (note 13)	14 4 338 579	4 082 602
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 10 295 755	10 893 945
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (6 722 934)	(7 017 784)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 16 238 549	16 550 459
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 4 396 139	4 401 607
Stocks de fournitures	20 19 856	27 856
Autres actifs non financiers (note 17)	21 37 275	43 302
	22 20 691 819	21 023 224
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 13 968 885	14 005 440

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(36 555)	230 716
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	626 676	613 145
Autres			
- (Gain) perte / cession d'immob	3	(4 034)	1 139
-	4		
	5	586 087	845 000
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	632 268	1 754 770
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(325 917)	(670 660)
Revenus reportés	9	229 902	(25 151)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	5 468	(135 204)
Stocks de fournitures	12	8 000	8 450
Autres actifs non financiers	13	6 027	7 091
	14	1 141 835	1 784 296
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(320 482)	(848 022)
Produit de cession	16	9 750	525
	17	(310 732)	(847 497)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	537 636	37 270
Remboursement de la dette à long terme	24	(275 689)	(294 752)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(652 513)	(771 585)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(5 970)	7 732
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(396 536)	(1 021 335)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	434 567	(84 536)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	(77 958)	6 578
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	356 609	(77 958)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Huntingdon est constituée en vertu de la Loi sur les Cités et Villes (L.R.Q., c.C-19) et ses amendements.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages 11, 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page 21.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant l'organisme qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat suivant: le Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent.

Les comptes de la ville et de l'organisme compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent pour l'exercice est de 8,8913%.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont présentés à l'actif de la Ville et sont évalués au plus bas du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé par la méthode de l'épuisement successif (FIFO).

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	Linéaire	- 15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	- 15, 30 et 40 ans
Véhicules	Linéaire	- 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	- 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	- 10 et 20 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Engagements

L'engagement contracté envers un tiers de se procurer un bien ou un service n'est pas considéré comme une transaction de dépenses. La comptabilisation de la charge se fait lorsque les biens ou les services sont reçus ou rendus.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP3410, "Paielements de transfert"

La ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 - "Paielements de transfert". Ce nouveau chapitre établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues des gouvernements par la ville. Il prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	359 586	371 638
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		4 427
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 313 123	2 419 752
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	237 117	644 109
Organismes municipaux	8	24 557	22 686
Autres			
- Droits de mutation	9	18 631	10 676
- Autres	10	257 982	402 873
	11	3 210 996	3 876 161
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	235 613	283 853
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	235 613	283 853
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 43 429	39 138
Régimes de retraite des élus municipaux	32 12 947	12 854
	33 <u>56 376</u>	<u>51 992</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires

La ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 400 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2013, cette marge de crédit n'était pas utilisé.

La ville a également autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 400 000 \$ au taux préférentiel pour le parc industriel. Au 31 décembre 2013, le solde de cette marge est de 398 094 \$.

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 4 411 533 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2013, les montants utilisés totalisaient 4 152 779 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement permanent de travaux municipaux et d'acquisitions d'immobilisations autorisés par règlements.

Le Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent bénéficie d'une marge de crédit consentie par la Caisse populaire Desjardins du Haut-Saint-Laurent. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel (3% au 31 décembre 2013) et le montant maximum autorisé est de 2 000 000 \$. Au 31 décembre 2013, un montant de 915 000 \$ était utilisé. La quote-part de ce montant attribuable à la Ville de Huntingdon représente un montant de 81 355 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	502 149	596 451
Salaires et avantages sociaux	38	152 003	161 366
Dépôts et retenues de garantie	39	24 584	228 119
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouv. Québec	42	103 296	63 520
- Organismes municipaux	43	180 010	269 998
- Intérêts courus sur dette L-T	44	40 735	42 340
- Gouv. Canada	45	203	
-	46		
	47	1 002 980	1 361 794

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	61 000	46 956
Transferts	49	255 454	39 485
Autres			
- Dons-travailleurs du textile	50	298	298
- Loyers et autres	51		111
	52	316 752	86 850

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,80	4,36	2018	2036	53	4 254 000	3 979 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,50	4,99	2014	2014	57	27 581	45 672
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	6,90	6,90	2017	2017	59	28 275	34 945
Autres	3,79	4,90	2016	2018	60	51 316	39 408
					61	4 361 172	4 099 225
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(22 593)	(16 623)
					63	4 338 579	4 082 602

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2013				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2014	64	72	242 300	80	8 644	89	42 010	97	292 954
2015	65	73	252 500	81	8 644	90	15 101	98	276 245
2016	66	74	247 100	82	8 644	91	13 946	99	269 690
2017	67	75	254 800	83	5 763	92	4 896	100	265 459
2018	68	76	262 800	84		93	2 944	101	265 744
2019 et +	69	77	2 994 500	85		94		102	2 994 500
	70	78	4 254 000	86	31 695	95	78 897	103	4 364 592
Intérêts et frais accessoires				87	(3 420)			104	(3 420)
	71	79	4 254 000	88	28 275	96	78 897	105	4 361 172

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	(6 722 934)
Tiers		(7 017 784)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	(6 722 934)
		(7 017 784)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	110	5 292 431	138	156 591	165
Eaux usées	111	10 217 210	139	151 774	166
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	1 406 383	140	143 288	167
Autres	113	834 195	141	80 039	168
Réseau d'électricité	114		142	27 843	194
Bâtiments	115	709 782	143	(27 843)	195
Améliorations locatives	116		144		198
Véhicules	117	1 460 061	145	361 297	172
Ameublement et équipement de bureau	118	91 003	146	6 699	173
Machinerie, outillage et équipement divers	119	448 230	147	48 129	174
Terrains	120	253 533	148		175
Autres	121	750	149		176
	122	<u>20 713 578</u>	150	<u>947 817</u>	177
				<u>179 952</u>	204
Immobilisations en cours	123	<u>5 480 950</u>	151	<u>(627 335)</u>	178
	124	<u>26 194 528</u>	152	<u>320 482</u>	179
				<u>179 952</u>	206
					<u>21 481 443</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	125	3 764 267	153	136 661	180
Eaux usées	126	3 731 083	154	258 359	181
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	451 846	155	39 421	182
Autres	128	410 828	156	47 279	183
Réseau d'électricité	129		157	12 126	209
Bâtiments	130	370 830	158	(12 126)	210
Améliorations locatives	131		159		213
Véhicules	132	660 719	160	83 465	187
Ameublement et équipement de bureau	133	59 845	161	174 236	214
Machinerie, outillage et équipement divers	134	193 901	162		215
Autres	135	750	163		216
	136	<u>9 644 069</u>	164	<u>626 676</u>	191
				<u>174 236</u>	218
					<u>10 096 509</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>16 550 459</u>			219
					<u>16 238 549</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	220	37 270	223	225	227
Amortissement cumulé	221	(3 727)	224	(3 727)	226
Valeur comptable nette	222	<u>33 543</u>			228
					229
					<u>37 270</u>
					<u>7 454</u>
					<u>29 816</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231	4 349 434	4 341 661
Autres	232	46 705	59 946
	233	4 396 139	4 401 607
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	4 396 139	4 401 607

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	85	109
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	237	37 190	43 193
-	238		
	239	37 275	43 302

Note**18. Obligations contractuelles**

Au cours de l'exercice 2013 et des exercices antérieurs, la ville a accordé les contrats à long terme et/ou engagements de crédit suivants:

- Enfouissement des résidus domestiques: Contrat de deux (2) ans, avec la MRC échéant en décembre 2014 au coût annuel de 92.14 \$ la tonne métrique (taxes et redevance incluses) pour 2014.

- Entretien de trois génératrices: Contrats de trois (3) ans, avec la compagnie Cummins Est du Canada SEC échéant en janvier 2016 aux coûts annuels suivants: 2014 - 2 640 \$, 2015 - 2 640 \$ et 2016 - 218 \$ plus les taxes applicables.

- Activités récréatives hivernales: Contrat de trois (3) ans, avec la compagnie Les Événements Droit au But Inc. échéant en avril 2016 aux coûts annuels suivants: 2014 - 7 200 \$, 2015 - 7 200 \$ et 2016 - 3 600 \$.

- Maison des Jeunes de Huntingdon: Contribution financière pour trois (3) ans, échéant en 2014, pour un montant annuel de 1 000 \$.

- Les Habitations des Tisserandes: Contribution financière pour cinq (5) ans, à compter de la date d'entrée des locataires pour le salaire d'un intervenant à raison de 23 heures par semaine jusqu'à concurrence de 25 000 \$. De plus, une contribution financière sous forme de crédit de taxes a été accordée à l'organisme pour une période de quarante (40) ans jusqu'à un montant maximum de 45 000 \$ par année. La ville assumera, de plus, 10 % du coût du supplément au loyer pour une période de cinq (5) ans.

Le Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent a accordé un contrat de cinq ans échéant en décembre 2014 pour le transport des personnes sur le territoire couvert par l'organisme. Ce contrat prévoit un taux horaire de 99 \$ pour 2011 et une majoration

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

annuelle du tarif horaire selon l'indice des prix à la consommation pour chacune des trois années suivantes.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Sans objet

b) Auto-assurance

Sans objet

c) Poursuites

Un ex-employé poursuit la municipalité et l'ex-maire alléguant que les faits et gestes des défendeurs à son endroit constituent un abus de droit et de procédures. Il réclame une somme de 410 000 \$ pour dommages matériels et moraux. Cette poursuite a été transmise aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Aucune provision n'a été inscrite aux livres de la municipalité. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la dépense en résultant serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Une ex-conseillère poursuit la municipalité et l'ex-maire alléguant que les faits et gestes des défendeurs à son endroit constituent un abus de droit. Elle réclame une somme de 290 000 \$ pour dommages matériels et moraux. Cette poursuite a été transmise aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Aucune provision n'a été inscrite aux livres de la municipalité. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la dépense en résultant serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Une ex-citoyenne qui a fait l'objet d'un ordre d'évacuation de ses bâtiments pour des raisons de sécurité publique poursuit la municipalité et son service de protection incendie alléguant que les faits et gestes des défendeurs à son endroit constituent un abus de droit et de procédures. Elle réclame les sommes de 400 000 \$ pour dommages pécuniaires et moraux, 97 250 \$ pour perte de revenus, 125 000 \$ pour frais extrajudiciaires ainsi que 125 000 \$ pour dommages punitifs. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Aucune provision n'a été inscrite aux livres de la municipalité. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

En mars 2013, une entreprise a déposé une demande d'injonction afin d'obliger la ville à effectuer des travaux de décontamination d'un terrain. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, la ville a accepté une soumission pour effectuer les travaux. La ville a obtenue l'approbation d'un règlement d'emprunt permettant de réaliser les travaux.

La MRC Le Haut-Saint-Laurent et son directeur général poursuivent l'ex-maire alléguant que les faits et gestes du défendeur à leur endroit leur causent de graves préjudices en ce

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

qui a trait à leur image, réputation, honneur et dignité. Ils réclament une somme de 120 000 \$ à titre de dommages compensatoires et exemplaires. Cette poursuite a été transmise aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Aucune provision n'a été inscrite aux livres de la ville. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la dépense en résultant serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

Passif environnemental

À la suite de la cessation définitive des activités de Cleyn & Tinker Inc., la Ville de Huntingdon a procédé à l'acquisition des anciennes usines de textile appartenant à cette entreprise. Les dispositions de la Loi sur la qualité de l'environnement imposent à ceux qui projettent de changer l'utilisation d'un terrain d'effectuer une étude de caractérisation. Or, cette étude a révélé la présence de contaminants dans une section de l'ancienne usine et un avis de contamination a été inscrit au registre foncier contre la propriété en question. Un plan de réhabilitation a été présenté au Ministère du développement durable, de l'Environnement et des Parcs qui en a approuvé le contenu. En août 2014, la Ville a octroyé un contrat pour la réalisation des travaux de réhabilitation du site. Aucune provision n'a été inscrite aux livres de la ville, la dépense sera, par conséquent, imputée aux résultats de l'exercice 2014. De plus, un règlement d'emprunt ainsi qu'une subvention de ClimaSol ont été autorisés par le gouvernement pour le financement de la dépense.

Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent

La Ville de Huntingdon a manifesté son intention de se retirer du Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S/O

23. OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION

La Ville a signé une convention avec la Société d'habitation du Québec et l'Office municipal d'habitation de Huntingdon par laquelle elle a délégué sa compétence en matière de logement et participera financièrement aux déficits d'exploitation des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu selon les modalités de la loi et des règlements de la Société d'habitation du Québec.

24. SUR LES ROUTES DU SAINT-LAURENT

La Ville de Huntingdon a conclu une entente avec l'organisme à but non lucratif " Sur les routes du Saint-Laurent" relativement au transport en commun de personnes handicapées. La quote-part de la Ville de Huntingdon pour l'exercice 2013 s'élève à 6 726 \$ et est incluse dans la charge reliée au transport en commun.

25. DÉFICIT ACCUMULÉ

La Ville de Huntingdon est au fait du déficit accumulé de 844 799 \$ présenté à la page 11 du rapport financier de l'exercice se terminant le 31 décembre 2013. En vertu de l'article 3 de la Loi sur les dettes et emprunts municipaux, la Ville entend procéder à une consolidation de dettes en vue de liquider le déficit accumulé.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 (844 799)	(948 274)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 (13 246)	(7 141)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 () ()	(324)
Financement des investissements en cours	4 (1 682 199)	(2 175 515)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 16 509 129	17 136 694
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 13 968 885	14 005 440

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Service de la dette	8 4 432	4 668
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 4 432	4 668

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- C.I.T. Haut-St-Laurent	18 (29 930)	(21 021)
-	19	
-	20	
	21 (29 930)	(21 021)

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 11 476	8 436
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 776	776
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 12 252	9 212
	39 (13 246)	(7 141)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	324)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 () ()	324)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 () ()	()
	52 () ()	324)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53	
Investissements à financer	54 (1 682 199) ()	(2 175 515)
	55 (1 682 199)	(2 175 515)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 16 238 549	16 550 459
Propriétés destinées à la revente	57 4 396 139	4 401 607
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 20 634 688	20 952 066
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 4 338 579	4 082 602
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 22 593	16 623
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (235 613) ()	(283 853)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () ()	()
	66 4 125 559	3 815 372
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 4 125 559	3 815 372
	69 16 509 129	17 136 694

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	(_____)	(_____)
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La comptabilisation des coûts du régime de retraite au bénéfice des employés de la ville (régime de retraite à cotisation déterminées de type non contributif) est basée sur les déboursés pour fins de capitalisation du régime (REER collectif).

La cotisation totale annuelle pour couvrir le coût de cotisations des participants au régime est égale à celle des participants jusqu'à un maximum de 5.5% du salaire brut régulier.

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	43 429	39 138

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95	2 184	2 183
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	7 377	7 358
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	5 570	5 496
98	12 947	12 854

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	4 361 172
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 682 199
Activités de fonctionnement à financer	3	65 000
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	16 684
Débiteurs	8	235 613
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	5 856 074
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	5 856 074
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	176 700
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	6 032 774
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	6 032 774
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2013	2013	2013	2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	837 293	831 036	829 762
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	396 836	394 755	394 557
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 234 129	1 225 791	1 224 319
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	565 100	577 023	599 777
Égout	11	55 420	55 906	56 167
Traitement des eaux usées	12	271 760	316 826	335 198
Matières résiduelles	13	166 260	158 065	163 073
Autres				
-Recyclage	14	125 875	124 790	125 226
-Compostage	15			75 919
-Police	16	139 125	138 031	138 617
Centres d'urgence 9-1-1	17	10 000	8 980	9 005
Service de la dette	18	68 171	51 641	46 954
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20		97	97
	21	1 401 711	1 431 359	1 549 936
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 401 711	1 431 359	1 549 936
	26	2 635 840	2 657 150	2 774 255

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	68 915	67 572	67 572
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	170 955	169 438	169 438
	35	239 870	237 010	237 010
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	239 870	237 010	237 010
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	5 770	6 688	6 688
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	1 450	2 200	2 200
Taxes d'affaires	43			
	44	7 220	8 888	8 888
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	16 790	16 787	16 787
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46	3 680	3 680	3 680
	47	20 470	20 467	20 467
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	267 560	266 365	266 365
				267 025

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	3 800	500	500
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57		4 610	17 472
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		25 832	20 187
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63		27 048	14 729
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	1 459	2 851	1 509
Réseau de distribution de l'eau potable	68		3 331	3 812
Traitement des eaux usées	69		1 940	1 940
Réseaux d'égout	70		2 536	2 536
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	20 000	25 705	21 925
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	47 250	113 818	82 515
Tri et conditionnement	73	27 750		
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84	11 761	10 590	12 305
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	2 000		3 270
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	114 020	165 881	177 724

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			141 903
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	13 594	13 594	
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102		2 085	3 473
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	88 416	88 416	29 150
Réseau de distribution de l'eau potable	107			9 128
Traitement des eaux usées	108	5 750	5 750	6 758
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	107 760	109 845	190 412

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	173 800	173 888	130 997
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	237 400	280 804	215 594
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	411 200	454 692	346 591
TOTAL DES TRANSFERTS	139	525 220	728 333	714 727

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152		910	948
Autres	153			
	154		910	948
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	25 600	28 707	26 693
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	15 910	16 416	15 729
Réseaux d'égout	158	400	3 564	3 873
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			30 472
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	41 910	48 687	76 767
Santé et bien-être				
Logement social	168	1 600	803	1 248
Autres	169			
	170	1 600	803	1 248
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171		201	201
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175		201	201
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	43 510	49 691	78 963

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2013	2013	2013	2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	89 100	100 712	95 274
Sécurité publique	183	510	5 243	5 852
Transport				
Réseau routier	184		5 180	20 383
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		90 286	67 478
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	27 170	23 713	19 461
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	605 000	719 290	601 450
Loisirs et culture	193	29 000	47 014	44 994
Réseau d'électricité	194			
	195	750 780	901 152	854 892
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	794 290	950 843	933 855
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	3 600	9 766	4 259
Droits de mutation immobilière	198	40 000	60 381	61 305
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200		356	1 046
	201	43 600	70 503	66 610
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	3 000	5 058	3 563
INTÉRÊTS	203	28 000	21 288	42 137
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		4 034	(1 139)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		9 912	
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		4 736	
Autres	210		21 276	64 369
	211		35 222	63 230

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
Non audité						
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	88 366	79 430	1 399	80 829	82 348
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	394 473	452 903	21 758	474 661	434 991
Greffé	4	109 388	116 680	194	116 874	112 437
Évaluation	5	34 362	32 559		32 559	23 425
Gestion du personnel	6	5 000	130 841		130 841	33 540
Autres	7	129 909	158 714		158 714	192 074
	8	761 498	971 127	23 351	994 478	878 815
	9	134 810	153 180		153 180	132 039
Police	10	222 600	194 535	48 023	242 558	220 101
Sécurité incendie	11	860	9 724		9 724	10 727
Sécurité civile	12	19 328	4 803		4 803	5 993
Autres	13	377 598	362 242	48 023	410 265	368 860
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	381 182	344 631	61 485	406 116	441 321
Enlèvement de la neige	15	81 215	81 766	17 791	99 557	87 815
Éclairage des rues	16	30 250	31 850	14 801	46 651	46 482
Circulation et stationnement	17	4 000	1 358		1 358	1 150
Transport collectif						
Transport en commun	18	79 282	103 366		103 366	203 327
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	575 929	562 971	94 077	657 048	780 095

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
Non audité						
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	400 334	386 356	109 267	495 623	483 609
Réseau de distribution de l'eau potable	24	81 892	66 232	34 391	100 623	99 652
Traitement des eaux usées	25	242 442	220 648	233 389	454 037	474 864
Réseaux d'égout	26	33 449	13 420	26 968	40 388	38 443
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	53 943	50 003	5 333	55 336	86 939
Élimination	28	74 000	58 551		58 551	65 877
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	71 303	58 205	18 957	77 162	102 610
Tri et conditionnement	30	41 150	39 015		39 015	35 823
Matières organiques						
Collecte et transport	31	37 589	8 844		8 844	62 106
Traitement	32	13 260	5 062		5 062	581
Matériaux secs	33	500				768
Autres	34					
Plan de gestion	35	7 153	6 369		6 369	6 352
Autres	36					
Cours d'eau	37	6 565	6 567		6 567	7 350
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	1 063 580	919 272	428 305	1 347 577	1 464 974
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	15 000	8 030		8 030	13 492
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	26 000	5 253		5 253	1 269
	44	41 000	13 283		13 283	14 761
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	96 729	46 196		46 196	77 075
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	542 077	715 588	1 650	717 238	571 644
Tourisme	49	10 932	10 759		10 759	11 792
Autres	50		3 050		3 050	3 050
Autres	51	445	21 353		21 353	605
	52	650 183	796 946	1 650	798 596	661 116

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	34 080	32 527	32 527	32 527	10 121
Patinoires intérieures et extérieures	54	15 525	6 230	6 230	6 230	17 829
Piscines, plages et ports de plaisance	55	41 296	33 673	9 466	43 139	38 730
Parcs et terrains de jeux	56	77 465	79 680	25 289	104 969	107 206
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	1 700	3 484	3 484	3 484	1 000
Autres	59	12 918	4 839	4 839	4 839	5 871
	60	182 984	160 433	34 755	195 188	180 757
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	3 000	2 921	2 921	2 921	3 000
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	10 353	10 353	10 353	10 353	10 264
	66	13 353	13 274	13 274	13 274	13 264
	67	196 337	173 707	34 755	208 462	194 021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	286 035	144 943		144 943	176 449
Autres frais	70	6 726	8 073		8 073	7 732
Autres frais de financement	71					
Avantages sociaux futurs	72	30 000	185 636		185 636	87 863
Autres	73	322 761	338 652		338 652	272 044
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74		630 161	(630 161)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la ville de Huntingdon (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2014-09-17

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		2 657 150
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		2 657 150

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	2 657 150
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>2 657 150</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		108 062	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8 980	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u> </u>
			10	<u>117 042</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>2 540 108</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	112 860 200
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	112 858 900
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	112 859 550

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	2 540 108
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	112 859 550
Taux global de taxation réel de 2013	6	<input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="2"/> , <input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="2"/> <input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="5"/> <input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="0"/> <input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="7"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	18 409	18 409	28 274
Usines de traitement de l'eau potable	2	30 000	82 149	11 664
Usines et bassins d'épuration	3	5 751	5 751	
Conduites d'égout	4	16 504	16 504	26 716
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	25 489	25 489	233 868
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	4 671	4 671	55 629
Aires de stationnement	9	15 379	15 379	
Parcs et terrains de jeux	10	50 000	62 871	63 936
Autres infrastructures	11	35 000		
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	35 000		
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		34 431	364 137
Ameublement et équipement de bureau	18	1 000	6 699	4 080
Machinerie, outillage et équipement divers	19		45 661	59 718
Terrains	20			
Autres	21			
	22	151 000	318 014	848 022

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23	17 424	17 424	26 226
Usines de traitement de l'eau potable	24	82 149	82 149	11 664
Usines et bassins d'épuration	25	5 751	5 751	
Conduites d'égout	26	14 463	14 463	22 473
Autres infrastructures	27	106 409	106 409	349 274
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28	985	985	2 048
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	2 041	2 041	4 243
Autres infrastructures	32	2 001	2 001	4 159
Autres immobilisations	33	86 791	89 259	427 935
	34		318 014	848 022

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	3 979 200	514 400	239 600	4 254 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	45 672		18 091	27 581
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	34 945		6 670	28 275
Autres	6	39 408	23 236	11 328	51 316
	7	4 099 225	537 636	275 689	4 361 172
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	8 436		(3 040)	11 476
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	7 856	342 400	7 856	342 400
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	3 799 080	195 236	222 633	3 771 683
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	3 815 372	537 636	227 449	4 125 559
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	283 853		48 240	235 613
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	283 853		48 240	235 613
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	283 853		48 240	235 613
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	283 853		48 240	235 613
	26	4 099 225	537 636	275 689	4 361 172
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	4 099 225	537 636	275 689	4 361 172

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	34 062	32 197	23 180
Autres	3	59 334	58 734	63 072
Sécurité publique				
Police	4	2 810	2 809	4 998
Sécurité incendie	5	9 420	9 420	1 638
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	69 282	96 640	(10 766)
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	10 398	10 346	90 146
Cours d'eau	13	6 349	6 349	7 136
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			1 269
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	14 095	35 339	36 010
Autres	21	10 577	445	605
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	2 186	2 186	2 211
Activités culturelles	23	10 353	10 353	10 264
Réseau d'électricité				
	24			
	25	228 866	264 818	198 410
				229 763

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale						
1	Cadres et contremaîtres	3,00	36,67	***	***	***
2	Professionnels	0,63	35,00	***	***	***
3	Cols blancs	5,21	35,00	***	***	***
4	Cols bleus	11,53	40,00	***	***	***
5	Policiers			***	***	***
6	Pompiers	1,00	40,00	***	***	***
7	Conducteurs et opérateurs (transport en commun)			***	***	***
8		21,37		***		***
9		7,00		52 999	16 789	69 788
10		28,37		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Gouvernement du Québec		Total
	Fonctionnement	Investissement	
Transport en commun			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2 851	25 871	62 545
Réseau de distribution de l'eau potable	3 331		3 331
Traitement des eaux usées	800	1 682	7 690
Réseaux d'égout	2 536		2 536
Autres	609 915	13 594	623 509
	619 433	41 147	67 753
			728 333

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	Charges avant amortissement	Amortissement des immobilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=		
Administration générale						
Application de la loi	1	27	79	105	131	
Évaluation	2	32 559	32 559	106	32 559	132
Autres	3	938 568	961 919	100 712	861 207	133
	4	971 127	994 478	100 712	893 766	134
Sécurité publique						
Police	5	153 180	153 180	630	152 550	135
Sécurité incendie	6	194 535	242 558	753	241 805	136
Sécurité civile	7	9 724	9 724	3 860	5 864	137
Autres	8	4 803	4 803	112	4 803	138
	9	362 242	410 265	5 243	405 022	139
Transport						
Réseau routier						
Voie municipale	10	344 631	406 116	4 880	401 236	140
Enlèvement de la neige	11	81 766	99 557	300	99 257	141
Autres	12	33 208	48 009	116	48 009	142
Transport collectif	13	103 366	103 366	117	103 366	143
Autres	14			118		144
	15	562 971	657 048	5 180	651 868	145
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	386 356	495 623	41 109	454 514	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	66 232	100 623	1 300	99 323	147
Traitement des eaux usées	18	220 648	454 037	21 987	432 050	148
Réseaux d'égout	19	13 420	40 388	5 104	35 284	149
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	20	108 554	113 887	2 260	111 627	150
Matières recyclables	21	111 126	130 083	640	129 443	151
Autres	22	6 369	6 369	126	6 369	152
Cours d'eau	23	6 567	6 567	127	6 567	153
Protection de l'environnement	24			128		154
Autres	25			129		155
	26	919 272	1 347 577	72 400	1 275 177	156

ANALYSE DU CÔÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo-bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	157	8 030	172	187	8 030	202	803	217	7 227	232
Sécurité du revenu	158		173	188		203		218		233
Autres	159	5 253	174	189	5 253	204		219	5 253	234
	160	13 283	175	190	13 283	205	803	220	12 480	235
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	46 196	176	191	46 196	206	201	221	45 995	236
Rénovation urbaine	162		177	192		207		222		237
Promotion et développement économique	163	729 397	178	1 650	731 047	208	719 290	223	11 757	238
Autres	164	21 353	179	194	21 353	209		224	21 353	239
	165	796 946	180	1 650	798 596	210	719 491	225	79 105	240
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	160 433	181	34 755	195 188	211	47 014	226	148 174	241
Activités culturelles	167	2 921	182	197	2 921	212		227	2 921	242
Bibliothèques	168	10 353	183	198	10 353	213		228	10 353	243
Autres	169	173 707	184	34 755	208 462	214	47 014	229	161 448	244
	170		185	200		215		230		245
Réseau d'électricité										
	171	3 799 548	186	630 161	4 429 709	216	950 843	231	3 478 866	246
										338 652

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	298 307	719 862
Frais de financement	4	19 707	123 933
Autres	5		
	6	318 014	843 795

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	(948 274)	(711 457)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	(948 274)	(711 457)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	100 726	(336 817)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	2 749	
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		100 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	103 475	(236 817)
Solde à la fin de l'exercice	12	(844 799)	(948 274)
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	4 668	4 932
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	4 668	4 932
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(236)	(264)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(236)	(264)
Solde à la fin de l'exercice	22	4 432	4 668
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	9 212	7 259
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	9 212	7 259
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	3 040	101 953
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		(100 000)
Financement des investissements en cours	29		
	30	3 040	1 953
Solde à la fin de l'exercice	31	12 252	9 212

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(324)	(632)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(324)	(632)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	()	()
	40	()	()
	41	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	()	()
	43	()	()
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	324	308
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45		
	46	324	308
Solde à la fin de l'exercice	47	()	(324)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(2 175 515)	(2 092 204)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(2 175 515)	(2 092 204)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	493 316	(83 311)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54		
	55	493 316	(83 311)
Solde à la fin de l'exercice	56	(1 682 199)	(2 175 515)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	17 104 977	16 520 765
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		
Solde redressé au début de l'exercice	59	17 104 977	16 520 765
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	(633 518)	584 212
Solde à la fin de l'exercice	63	16 471 459	17 104 977

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÉGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	1	2	3	4	5	6	7	8
Solde au 1^{er} janvier	776	2	3	4	5	6	7	776
			Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1	776	2	3	4	5	6	776
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14	
	15	16	17	18	19	20	21	776

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 3 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8 □ 2 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 1 □ 3 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 1 □ 3 0 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 2 □ 3 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 3 □ 5 0 0 □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	3 | 5 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | 4 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	2 | 1 | 5 | , | 0 | 0 | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau au compteur	3,0000	7	du 1000 gallons
Exploitation assainissement	160,0000	4	
Sûreté du Québec	105,0000	4	
Service de la dette R 649 Égout F-Cleyn	33,0800	3	
Service de la dette R 649 Égout F-Cleyn	55,8700	3	
Service de la dette - assainissement	30,0000	4	
Service de la dette R 789 Anciens Combat	62,7500	3	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 23, rue King
(no) (rue)
Huntingdon J0S 1H0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 264-5389
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 264-6826
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@villehuntingdon.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Johanne Hébert

Téléphone (450) 264-5389
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 264-6826
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@villehuntingdon.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 30, avenue du Centenaire, bureau 125
(no) (rue)
Salaberry-de-Valleyfield J6S 5X4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 373-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 373-7277
(ind. rég.) (numéro)

Courriel chantal.moniqui@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Chantal Moniqui, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Johanne Hébert , atteste que le rapport financier consolidé de Huntingdon pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-09-29 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Huntingdon consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Huntingdon détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (36 555) \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 2,2507 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-09-26 11:12:10

Date de transmission au Ministère : 2014/09/30

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Huntingdon

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Revenus							
Fonctionnement	1	4 525 067	4 297 510	4 626 905	223 841	4 784 338	
Investissement	2	230 866		107 857	2 085	109 942	
	3	4 755 933	4 297 510	4 734 762	225 926	4 894 280	
Charges	4	4 489 852	3 988 886	4 768 361	228 882	4 930 835	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	266 081	308 624	(33 599)	(2 956)	(36 555)	
Moins : revenus d'investissement	6	(230 866)	()	(107 857)	(2 085)	(109 942)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	35 215	308 624	(141 456)	(5 041)	(146 497)	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	604 627		630 161	(3 485)	626 676	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9						
Remboursement de la dette à long terme	10	(248 774)	(257 624)	(227 449)	()	(227 449)	
Affectations							
Activités d'investissement	11	(627 552)	(51 000)	(184 024)	()	(184 024)	
Excédent (déficit) accumulé	12	(101 997)		(3 128)	1 184	(1 944)	
Autres éléments de conciliation	13	1 664		26 622		26 622	
	14	(372 032)	(308 624)	242 182	(2 301)	239 881	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(336 817)		100 726	(7 342)	93 384	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.
Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012	2013	2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	3 819 126	3 201 085	3 210 996
Autres	2		361 825	361 825
	3	3 819 126	3 562 910	3 572 821
Passifs				
Dette à long terme	4	4 082 602	4 338 579	4 338 579
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	6 733 178	5 917 250	5 957 176
	7	10 815 780	10 255 829	10 295 755
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(6 996 654)	(6 692 919)	(6 722 934)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	16 518 742	16 200 879	16 238 549
Autres	10	4 472 656	4 453 185	4 453 270
	11	20 991 398	20 654 064	20 691 819
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	(948 274)	(844 799)	(844 799)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	13 880	16 684	(13 246)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	324) () () (
Financement des investissements en cours	15	(2 175 515)	(1 682 199)	(1 682 199)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	17 104 977	16 471 459	16 509 129
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	13 994 744	13 961 145	13 968 885

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Service de la dette	19	4 432	4 668
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	4 432	4 668
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29	(29 930)	(21 021)
	30	(25 498)	(16 353)
Réserves financières	31		
Fonds réservés	32	12 252	9 212
	33	(13 246)	(7 141)

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
Fonctionnement						
Taxes	1	2 774 255	2 635 840	2 657 053	2 657 053	
Compensations tenant lieu de taxes	2	267 025	267 560	266 365	266 365	
Quotes-parts	3					
Transferts	4	489 399	525 220	620 573	673 453	
Services rendus	5	865 429	794 290	950 843	1 042 039	
Autres	6	128 959	74 600	132 071	145 428	
	7	4 525 067	4 297 510	4 626 905	4 784 338	
Investissement						
Taxes	8			97	97	
Quotes-parts	9					
Transferts	10	186 939		107 760	109 845	
Autres	11	43 927				
	12	230 866		107 857	109 942	
	13	4 755 933	4 297 510	4 734 762	4 894 280	

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
Administration générale						
1 Évaluation	34 362	32 559		32 559	32 559	23 425
2 Autres	727 136	938 568	23 351	961 919	961 919	855 390
Sécurité publique						
3 Police	134 810	153 180		153 180	153 180	132 039
4 Sécurité incendie	222 600	194 535	48 023	242 558	242 558	220 101
5 Autres	20 188	14 527		14 527	14 527	16 720
Transport						
6 Réseau routier	496 647	459 605	94 077	553 682	553 682	576 768
7 Transport collectif	79 282	103 366		103 366	262 553	203 327
8 Autres						
Hygiène du milieu						
9 Eau et égout	758 117	686 656	404 015	1 090 671	1 090 671	1 096 568
10 Matières résiduelles	298 898	226 049	24 290	250 339	250 339	361 056
11 Autres	6 565	6 567		6 567	6 567	7 350
12 Santé et bien-être	41 000	13 283		13 283	13 283	14 761
Aménagement, urbanisme et développement						
13 Aménagement, urbanisme et zonage	96 729	46 196		46 196	46 196	77 075
Promotion et développement économique						
14 Promotion et développement économique	553 009	729 397	1 650	731 047	731 047	583 436
15 Autres	445	21 353		21 353	21 353	605
16 Loisirs et culture	196 337	173 707	34 755	208 462	208 462	194 021
17 Réseau d'électricité						
18 Frais de financement	322 761	338 652		338 652	341 939	272 044
19 Amortissement des immobilisations		630 161 (	630 161)			
20	3 988 886	4 768 361		4 768 361	4 930 835	4 634 686

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3